



## Rapport de gestion

---

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le premier trimestre de 2014 et les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour les trimestres clos les 31 mars 2014 et 2013 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 6 mai 2014, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Le « premier trimestre de 2014 » et le « premier trimestre de 2013 » correspondent respectivement aux périodes de trois mois closes les 31 mars 2014 et 2013. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

### **Mesures non conformes aux IFRS**

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

### **Mise en garde relative aux énoncés prospectifs**

Certaines déclarations comprises dans le présent rapport de gestion peuvent contenir des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 5N Plus de 2013 daté du 25 février 2014 et à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2014 et 2013, qui peuvent être consultés sur le site SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com). En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

### Aperçu

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada) et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

### Information sectorielle

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Le secteur Matériaux électroniques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Amérique, en Europe et en Asie. Les activités de ce secteur consistent en la production et en la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. Le vice-président, Matériaux électroniques est également responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Le secteur Matériaux écologiques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Europe et en Asie. Les activités du secteur Matériaux écologiques consistent en la production et en la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les frais financiers et les profits ou les pertes de change et au titre de dérivés ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ».

## Faits saillants du premier trimestre de 2014

### Chiffre d'affaires et BAIIA les plus élevés des deux dernières années

- Les produits pour le premier trimestre de 2014 ont atteint 142,4 M\$, sommet inégalé depuis le premier trimestre de 2012, ce qui représente une augmentation de 24 M\$, ou 20 %, par rapport à 118,4 M\$ pour le premier trimestre de 2013.
- Le BAIIA<sup>1</sup> pour le premier trimestre de 2014 a également atteint son niveau le plus élevé depuis le premier trimestre de 2012, s'établissant à 10,5 M\$, en hausse par rapport à 10,1 M\$ pour le premier trimestre de 2013.
- Le résultat net pour le premier trimestre de 2014 s'est établi à 4,5 M\$, soit 0,05 \$ par action, comparativement à 5,5 M\$, ou 0,07 \$ par action, pour le premier trimestre de 2013.
- La dette nette<sup>1</sup> s'est établie à 60,6 M\$ au 31 mars 2014, un niveau approximativement semblable à celui de la fin de l'exercice 2013, mais une diminution par rapport aux 125,8 M\$ enregistrés au 31 mars 2013.
- Les nouvelles commandes<sup>1</sup> ont atteint 159,6 M\$ pour le trimestre, donnant lieu à une augmentation du carnet de commandes<sup>1</sup> qui s'établit désormais à 187,3 M\$, son niveau le plus élevé depuis le deuxième trimestre de 2012. Ces chiffres représentent une hausse de 34 % des nouvelles commandes et de 13 % du carnet de commandes comparativement aux chiffres correspondants pour le premier trimestre de 2013, de respectivement 118,9 M\$ et 166,3 M\$.
- Richard Perron a été nommé chef de la direction financière le 17 mars 2014, et Bertrand Lessard, chef de l'exploitation, le 28 avril 2014.

Pour le premier trimestre, la Société présente des produits élevés et un volume solide de nouvelles commandes, tout en affichant une amélioration de sa rentabilité résultant de la hausse de la demande, particulièrement pour ses produits à base de bismuth, et de la tendance plus favorable des prix des produits de base sous-jacents. Le niveau élevé des nouvelles commandes et l'augmentation du carnet de commandes témoignent quant à eux de la hausse normale de la demande en début d'année et des attentes davantage optimistes de nombreux clients quant à leurs besoins en général.

Le niveau d'endettement de la Société demeure à peu près constant comparativement au trimestre précédent, malgré une légère augmentation des prix des produits de base sous-jacents. Cela concorde avec ses efforts d'amélioration de l'efficacité et de réduction de coûts et du fonds de roulement pour l'ensemble du groupe.

5N Plus a réalisé de nouveaux progrès au cours du trimestre dans la mise en œuvre de sa stratégie de croissance en renforçant sensiblement son équipe de haute direction. M. Perron et M. Lessard possèdent une expérience très pertinente acquise dans des secteurs étroitement liés au nôtre, ce qui permettra à la Société d'atteindre ses objectifs à court et à long terme. 5N Plus a également apporté d'importants changements à son conseil d'administration à la suite du départ à la retraite de Dennis Wood, président, et de John Davis. Les trois nouveaux membres du conseil d'administration, Jennie Hwang, Jim Fahey et Nathalie Le Prohon, devraient contribuer de façon remarquable au succès futur de la Société.

---

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

## Synthèse des résultats

	T1 2014	T1 2013
	\$	\$
Produits	142 379	118 389
Charges d'exploitation	131 878	108 274
BAIIA ajusté <sup>1</sup>	10 501	10 115
Dépréciation des stocks	-	-
BAIIA <sup>1</sup>	10 501	10 115
Coûts du litige et coûts de restructuration	619	1 011
Intérêt sur la dette à long terme et autres charges d'intérêts	1 416	3 312
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	(1 312)	-
Pertes (profit) de change et au titre de dérivés	16	(3 017)
Amortissement	2 739	2 844
Résultat avant impôt sur le résultat	7 023	5 965
Impôt sur le résultat	2 504	427
Résultat net	4 519	5 538
Résultat de base par action	0,05 \$	0,07 \$
Résultat dilué par action	0,05 \$	0,07 \$

## Produits par secteur

	T1 2014	T1 2013	Variation (%)
	\$	\$	
Secteur Matériaux électroniques	48 141	48 356	0 %
Secteur Matériaux écologiques	94 238	70 033	35 %
<b>Total des produits</b>	<b>142 379</b>	<b>118 389</b>	<b>20 %</b>

Les produits ont augmenté de 20 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le premier trimestre de 2014, les produits du secteur Matériaux électroniques se sont établis à 48,1 M\$, en légère baisse par rapport à 48,4 M\$ pour le premier trimestre de 2013. Les produits du secteur Matériaux écologiques ont augmenté de 35 %, atteignant 94,2 M\$ par rapport à 70,0 M\$. Les produits ont profité des retombées positives de la hausse des prix de vente moyens découlant de la combinaison des ventes de produits au premier trimestre de 2014 comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

## Résultat net et résultat net ajusté

	T1 2014	T1 2013
	\$	\$
Résultat net	4 519	5 538
Résultat net de base par action	0,05 \$	0,07 \$
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	4 916	6 296
Résultat net de base ajusté par action	0,05 \$	0,08 \$

Le résultat net a diminué de 1,0 M\$, passant de 5,5 M\$ pour le premier trimestre de 2013 à 4,5 M\$ pour le premier trimestre de 2014, il en a été de même pour le résultat net ajusté<sup>1</sup>. La diminution du résultat net par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent s'explique principalement par une hausse de l'impôt sur le résultat, qui a été en partie contrebalancée par des charges financières favorables et un profit sur la sortie d'immobilisations corporelles.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

## BAIIA et BAIIA ajusté

	T1 2014	T1 2013	Variation (%)
	\$	\$	
Secteur Matériaux électroniques	6 948	7 078	2 %
Secteur Matériaux écologiques	6 405	5 067	26 %
Siège social	(2 852)	(2 030)	40 %
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>10 501</b>	<b>10 115</b>	<b>4 %</b>
Dépréciation des stocks	-	-	
<b>BAIIA ajusté<sup>1</sup></b>	<b>10 501</b>	<b>10 115</b>	<b>4 %</b>

Au premier trimestre de 2014, le BAIIA et le BAIIA ajusté se sont élevés à 10,5 M\$ par rapport à 10,1 M\$ pour le premier trimestre de 2013. L'amélioration du BAIIA s'explique principalement par l'augmentation du volume des ventes, déduction faite des charges au titre de la rémunération plus élevées en raison des ressources ajoutées notamment pour les activités de recherche et de développement de la Société et par le moment de la réception du crédit d'impôt pour les frais de recherche et de développement, plus tard en 2014. Pour le premier trimestre de 2014, le BAIIA et le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques sont demeurés stables à 6,9 M\$; la marge du BAIIA est restée inchangée par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, à 15 %. Pour le premier trimestre de 2014, le BAIIA et le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques ont augmenté pour atteindre 6,4 M\$ par rapport à 5,1 M\$ pour le premier trimestre de 2013, et la marge du BAIIA a été de 7 %, inchangée par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

## Carnet de commandes et nouvelles commandes

	CARNET DE COMMANDES <sup>1</sup>			NOUVELLES COMMANDES <sup>1</sup>		
	T1 2014	T4 2013	T1 2013	T1 2014	T4 2013	T1 2013
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Secteur Matériaux électroniques	79 362	80 382	92 797	47 121	54 337	40 435
Secteur Matériaux écologiques	107 968	89 691	73 493	112 516	101 800	78 455
<b>Total</b>	<b>187 330</b>	<b>170 073</b>	<b>166 290</b>	<b>159 637</b>	<b>156 137</b>	<b>118 890</b>

### Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Au 31 mars 2014, le carnet de commandes s'élevait à 187,3 M\$ au total, avec une courbe de renouvellement suivant la courbe habituelle pour la plupart des contrats au quatrième trimestre ou au premier trimestre.

Au 31 mars 2014, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques s'élevait à 79,4 M\$, en baisse de 1,0 M\$, soit 1 %, par rapport au carnet de commandes du quatrième trimestre de 2013. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques s'élevait à 108,0 M\$, ce qui représente une hausse de 18,3 M\$, soit 20 %, par rapport au carnet de commandes du quatrième trimestre de 2013.

Pour le premier trimestre de 2014, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont reculé de 7,2 M\$, soit 13 %, pour s'établir à 47,1 M\$, comparativement à 54,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013. Pour le premier trimestre de 2014, les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques ont augmenté de 10,7 M\$, soit 11 %, pour s'établir à 112,5 M\$, comparativement à 101,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013.

### Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Au 31 mars 2014, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques a diminué de 13,4 M\$, et celui du secteur Matériaux écologiques a augmenté de 34,3 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le premier trimestre de 2014, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont augmenté de 6,7 M\$, soit 17 %, et celles du secteur Matériaux écologiques, de 34,1 M\$, soit 43 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

## Charges

	T1 2014	T1 2013	Variation (%)
	\$	\$	
Amortissement	2 739	2 844	-4 %
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	9 762	9 627	1 %
Coûts du litige et coûts de restructuration	619	1 011	-39 %
Charges financières	1 432	295	385 %
Impôt sur le résultat	2 504	427	486 %
<b>Total des charges</b>	<b>17 056</b>	<b>14 204</b>	<b>20 %</b>

### Amortissement

La dotation aux amortissements pour le premier trimestre de 2014 est demeurée stable à 2,7 M\$, comparativement à 2,8 M\$ pour le premier trimestre de 2013.

### Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Pour le premier trimestre de 2014, les frais généraux, frais de vente et frais d'administration sont demeurés stables à 9,8 M\$, comparativement à 9,6 M\$ pour le premier trimestre de 2013.

### Coûts du litige et coûts de restructuration

La Société a comptabilisé un montant de respectivement 0,6 M\$ et 1,0 M\$ correspondant aux coûts du litige et coûts de restructuration pour le premier trimestre de 2014 et celui de 2013. Ces montants se rapportent principalement aux honoraires juridiques et autres honoraires professionnels liés aux poursuites judiciaires et aux coûts de cessation d'emploi.

### Charges financières

Pour le premier trimestre de 2014, les charges financières se sont établies à 1,4 M\$, par rapport à 0,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, du fait qu'un profit de change et au titre de dérivés de 3,0 M\$ avait été comptabilisé au premier trimestre de 2013, par rapport à une perte minime de 16 000 \$ pour le premier trimestre de 2014, compte tenu d'une charge d'intérêt qui s'est établie à 1,9 M\$ au premier trimestre de 2014, en baisse par rapport au premier trimestre de 2013 en raison du recul de la dette et des taux d'intérêt moyens moins élevés.

### Impôt sur le résultat

Pour le premier trimestre de 2014, l'impôt sur le résultat s'est élevé à 2,5 M\$ par rapport à 0,4 M\$ pour le premier trimestre de 2013, selon des taux d'impôt effectifs de respectivement 36 % et 7 %. Le taux d'impôt effectif est plus élevé au premier trimestre de 2014, en raison du gain en capital imposable provenant de la sortie d'immobilisations corporelles, des pertes reportées en avant pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé et d'une tranche non imposable du profit de change au premier trimestre de 2013.

## Situation financière et sources de financement

	T1 2014	T1 2013	Variation (%)
	\$	\$	
Fonds provenant de l'exploitation <sup>1</sup>	6 806	4 608	48 %
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	(9 553)	6 244	-253 %
Activités d'exploitation	(2 747)	10 852	-125 %
Activités d'investissement	(332)	(2 586)	-87 %
Activités de financement	(2 436)	(6 040)	-60 %
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation	(26)	460	-106 %
<b>(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(5 541)</b>	<b>2 686</b>	<b>-306 %</b>

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation ont été de 2,7 M\$ pour le premier trimestre de 2014, tandis que celles-ci avaient généré 10,9 M\$ pour le premier trimestre de 2013. La diminution de 2014 découle principalement d'une hausse des créances correspondant à une augmentation des produits tirés des ventes.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 0,3 M\$ pour le premier trimestre de 2014 par rapport à 2,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par les produits tirés de la sortie d'immobilisations corporelles, de 2,0 M\$.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont élevés à 2,4 M\$ pour le premier trimestre de 2014, comparativement à 6,0 M\$ pour le premier trimestre de 2013. Cette diminution est associée au recul important de la dette depuis le premier trimestre de 2013.

### Fonds de roulement

	Au 31 mars 2014	Au 31 décembre 2013
	\$	\$
Stocks	176 353	174 374
Autres actifs courants	113 865	97 233
Passifs courants	(100 881)	(86 861)
Fonds de roulement <sup>1</sup>	189 337	184 746
Ratio du fonds de roulement <sup>1</sup>	2,88	3,13

La hausse du fonds de roulement est principalement attribuable à l'effet combiné de l'augmentation de la demande et des prix des produits de base et de son incidence sur les stocks et les créances. Le niveau actuel du fonds de roulement concorde avec les efforts de la Société visant à réduire son niveau d'endettement et à améliorer sa flexibilité financière.

### Dette nette

	Au 31 mars 2014	Au 31 décembre 2013
	\$	\$
Dette bancaire et dette à court terme	10 336	10 462
Dette à long terme, y compris la partie courante	69 728	72 785
<b>Total de la dette</b>	<b>80 064</b>	<b>83 247</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements temporaires (affectés)	(19 434)	(24 917)
<b>Dette nette<sup>1</sup></b>	<b>60 630</b>	<b>58 330</b>

La dette totale a diminué de 3,1 M\$, pour s'établir à 80,1 M\$ au 31 mars 2014 par rapport à 83,2 M\$ au 31 décembre 2013. L'écart est principalement attribuable au remboursement d'un montant net de 3,1 M\$.

La dette nette, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires affectés, a augmenté de 2,3 M\$, pour s'établir à 58,3 M\$ au 31 décembre 2013. La Société a l'intention de continuer à diminuer sa dette en réduisant ses coûts et en gérant efficacement son fonds de roulement, comme elle le fait depuis plusieurs mois. L'augmentation actuelle s'explique principalement par la hausse des volumes de ventes et de son incidence sur les créances.

### Fonds provenant de l'exploitation

	T1 2014	T1 2013
	\$	\$
<b>Fonds provenant de l'exploitation<sup>1</sup></b>	<b>6 806</b>	<b>4 608</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, montant net	(274)	(2 657)
Variation du fonds de roulement	(9 553)	6 244
Autres	721	2 541
	(9 106)	6 128
<b>Variation totale de la dette nette<sup>1</sup></b>	<b>(2 300)</b>	<b>10 736</b>
Dette nette <sup>1</sup> au début de la période	(58 330)	(136 547)
<b>Dette nette<sup>1</sup> à la fin de la période</b>	<b>(60 630)</b>	<b>(125 811)</b>

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

## Rapport de gestion

Les fonds provenant de l'exploitation se sont établis à 6,8 M\$ pour le premier trimestre de 2014, contre 4,6 M\$ pour le premier trimestre de 2013. L'augmentation est principalement attribuable à la diminution du profit latent sur les instruments financiers détenus à des fins autres que de couverture et au profit de change latent sur des actifs et des passifs survenu au premier trimestre de 2013.

	T1 2014	T1 2013
Dette nette <sup>1</sup> sur BAIIA ajusté annualisé	2,0	3,1
Fonds provenant de l'exploitation annualisés <sup>1</sup> sur la dette nette (%)	44,9	14,7

Le ratio dette nette sur BAIIA ajusté annualisé pour le premier trimestre de 2014 s'est établi à 2,0. Les fonds provenant de l'exploitation annualisés générés au cours de la même période ont représenté 44,9 % de la dette nette de la Société.

### Informations relatives aux actions

	Au 6 mai 2014	Au 31 décembre 2013
Actions émises et en circulation	83 912 819	83 908 269
Options sur actions pouvant être émises	1 731 438	1 637 951
Bons de souscription pouvant être émis et échéant le 6 juin 2014	6 451 807	6 451 807

### Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 6 et 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités des trimestres clos les 31 mars 2014 et 2013.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 mars 2014 :

	Valeur comptable	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dette bancaire et dette à court terme	10 336	10 956	-	-	-	10 956
Dettes fournisseurs et charges à payer	76 189	76 189	-	-	-	76 189
Instruments financiers dérivés	4 167	3 595	572	-	-	4 167
Dette à long terme	69 728	4 184	69 963	173	19	74 339
<b>Total</b>	<b>160 420</b>	<b>94 924</b>	<b>70 535</b>	<b>173</b>	<b>19</b>	<b>165 651</b>

### Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. Au 6 mai 2014, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, à l'exception des poursuites judiciaires et des questions connexes qui sont décrites à la note 10 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2014 et 2013.

### Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

### Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Une évaluation de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon les critères établis par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

### Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi, au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

### Méthodes comptables et changements

Les méthodes comptables adoptées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités concordent avec celles utilisées pour préparer les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, à l'exception de ce qui suit.

### Changements de méthodes comptables

La Société a adopté les nouvelles normes et les normes révisées suivantes, ainsi que toute modification qui en découle, entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ces changements ont été effectués conformément aux dispositions transitoires qui s'appliquent.

L'International Financial Reporting Interpretations Committee Interpretation (« IFRIC ») 21, *Droits ou taxes*, fournit des indications sur la comptabilisation des droits ou taxes conformément aux exigences de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. L'interprétation définit un droit ou une taxe comme une sortie de ressources d'une entité imposée par un gouvernement conformément aux lois et confirme qu'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe n'est comptabilisé que lorsque le fait générateur de l'obligation survient, comme le définit la loi. La Société a appliqué l'IFRIC 21 de manière rétrospective conformément aux dispositions transitoires de l'IFRIC 21. L'adoption de l'IFRIC 21 n'a donné lieu à aucune modification importante des états financiers intermédiaires.

### Nouvelles normes n'ayant pas encore été adoptées

Un certain nombre de nouvelles normes, modifications de normes et interprétations entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et n'ont pas été appliquées dans la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Aucune de ces modifications ne devrait avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société, à l'exception de ce qui suit.

L'IFRS 9, *Instruments financiers*, dans sa version publiée par l'IASB, reflète l'état actuel du plan de travail de l'IASB sur le remplacement de l'IAS 39 et s'applique au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, au sens qui leur est donné dans l'IAS 39. L'IASB aborde aussi la comptabilité de couverture et la dépréciation des actifs financiers. En décembre 2013, l'IASB a supprimé la date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 jusqu'à ce que toutes les phases du projet soient terminées. La nouvelle date d'entrée en vigueur obligatoire n'a pas encore été déterminée, mais a été reportée après les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

La Société n'a pas encore quantifié l'incidence des phases publiées de l'IFRS 9 et n'a pas l'intention, pour le moment, d'adopter l'IFRS 9 de manière anticipée avant la date d'entrée en vigueur obligatoire.

### **Instruments financiers et gestion du risque**

#### **Juste valeur des instruments financiers**

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 6, « Catégories d'actifs financiers et de passifs financiers », des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2014 et 2013.

#### **Gestion du risque financier**

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des risques de gestion connexes, se reporter à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de 5N Plus pour les trimestres clos les 31 mars 2014 et 2013. La Société n'a connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à cette date.

#### **Risques et incertitudes**

Pour une description détaillée des facteurs de risque associés à 5N Plus et à ses activités, se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 2013 de 5N Plus daté du 25 février 2014 et à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois closes les 31 mars 2014 et 2013. La Société n'a connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à cette date.

#### **Mesures non conformes aux IFRS**

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente la valeur attendue des commandes que la Société a reçues, mais n'a pas encore exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois. Les nouvelles commandes représentent la valeur des commandes reçues durant la période considérée, calculée en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges financières (produits financiers), l'impôt sur le résultat, l'amortissement, la dépréciation ou la reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, le profit ou la perte sur la sortie d'immobilisations corporelles, la dépréciation du goodwill, les coûts du litige et coûts de restructuration, les frais connexes à l'acquisition et le règlement du prix d'acquisition de MCP. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des moins-values et de la reprise de perte de valeur des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition, après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition par action, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau d'endettement, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante, et la somme de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements temporaires.

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants. Étant donné que la Société est actuellement endettée, nous nous servons de cette mesure comme d'un indicateur de notre efficacité financière et nous nous efforçons de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant les actifs courants par les passifs courants.

### Renseignements complémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements complémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## Principales données financières trimestrielles

	2014		2013			2012		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	<b>142 379</b>	119 416	108 570	112 637	118 389	128 620	120 744	140 076
BAIIA <sup>1</sup>	<b>10 501</b>	7 942	5 775	(3 639)	10 115	(18 121)	9 001	(20 474)
BAIIA ajusté <sup>1</sup>	<b>10 501</b>	7 942	5 775	6 543	10 115	6 395	9 001	5 594
Résultat net	<b>4 519</b>	1 638	1 323	34 281	5 538	(211 953)	1 275	(22 062)
Résultat de base par action	<b>0,05 \$</b>	0,02 \$	0,02 \$	0,41 \$	0,07 \$	(2,70) \$	0,02 \$	(0,30) \$
Résultat dilué par action	<b>0,05 \$</b>	0,02 \$	0,02 \$	0,41 \$	0,07 \$	(2,70) \$	0,02 \$	(0,30) \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.	<b>4 655</b>	2 022	1 083	34 185	5 371	(212 006)	1 218	(21 922)
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.	<b>0,06 \$</b>	0,02 \$	0,01 \$	0,41 \$	0,06 \$	(2,71) \$	0,02 \$	(0,29) \$
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	<b>4 916</b>	2 068	1 517	959	6 296	(6 880)	648	(1 911)
Résultat net de base ajusté par action <sup>1</sup>	<b>0,06 \$</b>	0,02 \$	0,02 \$	0,01 \$	0,08 \$	(0,08) \$	0,01 \$	(0,03) \$
Carnet de commandes <sup>1</sup>	<b>187 330</b>	170 073	133 352	153 277	166 290	165 790	162 323	188 982

### Événements postérieurs à la date de clôture

Le 3 avril 2014, la Société a fait l'acquisition de la participation restante de 33,33 % dans sa filiale Sylarus et l'a renommée 5N Plus Semiconductors LLC.

Le 2 mai 2014, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation du capital d'AM&M Advanced Machine and Materials Inc.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».